

PARIBAS

Anatomie d'une puissance

EXCERPT
DU
PRÊT

M'hamed Sagou

PRÉFACE DE JEAN-MARIE CHEVALIER

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

QUELLE EST LA STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE PARIBAS ? QUELLES ONT ÉTÉ LES ÉTAPES DE SA CROISSANCE ? EN QUELLE MESURE SA PUISSANCE A-T-ELLE ÉTENDU SON INFLUENCE ET DE SON POUVOIR SUR LE PLAN NATIONAL ET LE PLAN INTERNATIONAL ? L'AUTEUR, M'HAMED SAGOU, PARCE QU'IL A PU RASSEMBLER LE MAXIMUM D'INFORMATION AUJOURD'HUI DISPONIBLE SUR CE GROUPE FINANCIER, RÉPOND AVEC AUTORITÉ À CES QUESTIONS. IL MONTRÉ ET DÉMONTRÉ QUE L'AMPLEUR DU CONTRÔLE EXERCÉ SUR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES PERMET À PARIBAS D'AGIR DE FAÇON DÉCISIVE DANS LA RÉGULATION DE LA CROISSANCE INDUSTRIELLE ET D'INTERVENIR DANS LE SYSTÈME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE FRANÇAIS COMME UN VÉRITABLE CENTRE DE DÉCISION ET DE PLANIFICATION INDUSTRIELLE. PLUS LARGEMENT, CETTE ANALYSE DE L'UN DES PLUS GRANDS GROUPES FINANCIERS EUROPÉENS, ET SANS DOUTE L'UN DES PLUS ORIGINAUX AU MONDE PAR SON HISTOIRE ET PAR SON EXPÉRIENCE DANS LA BANQUE D'AFFAIRES, PERMET DE REDÉFINIR LES RELATIONS QUI S'INSTAURENT, DANS LE CAPITALISME CONTEMPORAIN, ENTRE LA BANQUE ET L'INDUSTRIE.



000558869

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

Paribas. Anatomie d'une puissance

**une documentation sur les publications de la fondation nationale
des sciences politiques sera envoyée sur simple demande adressée
aux presses de la fondation nationale des sciences politiques
27, rue saint-guillaume, 75341 paris cédex 07**

8 195497

1

PARIBAS

Anatomie d'une puissance

M'hamed Sagou

PRÉFACE DE JEAN-MARIE CHEVALIER



8° 86992

ISBN de la version numérique : 9782724685008

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

© 1981 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
ISBN 2-7246-0448-2 broché

Extrait de la publication

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier très vivement M. le professeur Jean-Marie Chevalier. Ses cours et séminaires d'économie industrielle m'ont donné l'idée, la passion, et la volonté d'entamer ce travail. Il a dirigé l'ensemble de cette recherche et m'a régulièrement apporté ses conseils. Qu'il trouve ici l'expression de ma gratitude.

Mes remerciements vont également à M. le professeur François Morin, dont les discussions et les conseils durant cette recherche m'ont permis d'éclairer bien des points.

M. Jacques de Fouchier, président d'honneur de Paribas, a bien voulu faire partie de mon jury. Ses observations pendant la soutenance, et durant nos entretiens ultérieurs, m'ont permis de corriger et nuancer plusieurs aspects de cette étude. Qu'il trouve ici l'expression de ma reconnaissance.

Je remercie également MM. les professeurs J. Bouvier, C.A. Michalet, et R. Perez, qui ont accepté de faire partie de mon jury.

Mes amis et collègues du Centre de recherche en économie industrielle de l'université Paris-Nord, du CEREM (Paris X), et du CERCA (Paris VIII), m'ont apporté soutien et encouragements durant ce travail, je les remercie très chaleureusement.

Enfin, il m'est impossible de citer toutes les personnalités, tant à Paris qu'à la Commission des Communautés européennes (Bruxelles), qui m'ont permis, grâce à leurs entretiens ou à leurs introductions, d'avancer plusieurs aspects de cette étude*. Je les en remercie.

* Ce livre est tiré de la thèse soutenue le 4 avril 1979 à l'université Paris-Nord, *Groupes financiers et systèmes productifs. L'exemple de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (Paribas)*. Le texte intégral, comprenant en particulier une bibliographie détaillée, peut être consulté, entre autres, dans les bibliothèques suivantes : Université Paris-Nord (Centre de recherche sur l'économie industrielle). Fondation nationale des sciences politiques (bibliothèque). Centre de recherche et d'information socio-politiques (Bruxelles). Université de Metz (bibliothèque). Université de Limoges (bibliothèque). Université de Reims (bibliothèque). Université de Paris-Sud (bibliothèque).

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface de Jean-Marie Chevalier</i>	11
Introduction	15

CHAPITRE I

L'ANALYSE DU POUVOIR DANS LES GROUPES FINANCIERS

Le poids des groupes financiers dans les structures du capitalisme contemporain	25
Le contrôle du groupe Paribas	28
La réorganisation de Paribas en 1968 et la formation des princi- paux holdings du groupe	31
Le découpage du groupe Paribas	36
Les résultats d'ensemble	37

CHAPITRE II

STRUCTURE FINANCIÈRE ET ANALYSE SECTORIELLE DU CAPITAL INDUSTRIEL DE PARIBAS

Structure financière et contrôle du capital industriel de Paribas ...	43
La centralisation du capital industriel	50
Stratégie sectorielle et découpage du système productif	52
Répartition sectorielle du capital industriel et pouvoir économique	54

Le pétrole, le bâtiment et les travaux publics, les services et l'immobilier	56
Les relations personnelles : pouvoir économique et hiérarchie des pouvoirs de décision	57
La nature des relations entre Paribas et le système productif	60

CHAPITRE III
**LA STRUCTURE FINANCIÈRE
ET LE CAPITAL BANCAIRE
DE PARIBAS**

Banques, sociétés de crédit et de financement	66
Sociétés d'investissement et de portefeuille	69
Assurances	70
La centralisation du capital bancaire : la mobilisation du capital argent	72
Les stratégies de valorisation du capital bancaire	75
La circulation financière dans le groupe	78
Les flux financiers et le processus de valorisation/dévalorisation du capital dans le groupe	84

CHAPITRE IV
**L'INTERNATIONALISATION
DU GROUPE PARIBAS**

1872-1914 : l'émergence du capital financier international	88
1914-1945 : une phase transitoire ?	90
1945-1968 : la consolidation du capital financier international	91
L'internationalisation du capital bancaire	93
Les alliances des groupes financiers internationaux dans les économies sous-développées	97
Les données de l'internationalisation du capital industriel	100
Le groupe financier et la concentration internationale des industries	102
Deux exemples : la COBEPa et la fusion SCOA-HEURTEY SA	105

CHAPITRE V
**L'INTÉGRATION NATIONALE ET MONDIALE
DU CAPITAL FINANCIER**

La structure du marché financier international	110
Le pouvoir de marché de Paribas dans le marché financier international	112
Evolution et structure de l'endettement du système productif	115

La dynamique du crédit d'investissement	119
La croissance du groupe entre 1969 et 1976	121
Rotation des actifs financiers de Paribas et circulation du capital ..	123

CHAPITRE VI

DYNAMIQUE DE LA DÉCISION DANS LES GROUPES FINANCIERS

Le pouvoir de décision dans les groupes financiers	128
L'information et la dynamique de la décision	133

CHAPITRE VII

DYNAMIQUE DU GROUPE FINANCIER ET STRUCTURES INDUSTRIELLES

Les opérations de croissance du groupe Paribas entre 1969 et 1976	142
L'analyse globale des opérations de croissance	142
L'analyse conjoncturelle des opérations de croissance	148
Les concentrations industrielles sous l'égide du capital financier (1969-1976)	155
La stratégie industrielle de Paribas	158
L'interpénétration avec le capital étranger	163
L'emprise des groupes financiers sur la politique industrielle	164
La dynamique d'interdépendance Etat/groupes financiers	166
Conclusion	171

ANNEXES

Annexe I : Liste des 364 sociétés, classées par grands secteurs économiques et par ordre alphabétique, au 31 décembre 1976	175
Annexe II : Les opérations de croissance et de restructuration du groupe Paribas (1969-1976)	197
Annexe III : Evolution à long terme de la composition du conseil d'administration de Paribas (1967-1977)	205
Annexe IV : Evolution de la composition sectorielle du capital industriel de Paribas (1969-1977)	208
Annexe V : Répartition globale des participations financières de Paribas : portefeuille consolidé (1969-1977).....	210

Annexe VI : Répartition géographique du portefeuille-titres consolidé de Paribas (1969-1977)	212
Annexe VII : Sources	213
Notes	217
Graphiques par A. Leroux	

PRÉFACE

La science économique n'aurait guère de sens si les théories qu'elle développe n'étaient en permanence confrontées à la réalité mouvante de l'activité économique. En démarrant sa thèse, M'Hamed Sagou disposait de fort peu de choses : le concept de capital financier directement hérité de Hilferding, celui de groupe industriel et financier, assez peu élaboré dans le cas de la France, les instruments d'analyse de l'économie industrielle et un faisceau d'hypothèses et d'explications possibles. Il faut donc tout d'abord saluer le courage avec lequel il s'est lancé dans le décryptage de la structure industrielle et financière la plus complexe qui existe dans l'économie française : Paribas.

Les tableaux, les graphiques, les innombrables notes, les annexes de ce travail sont là pour prouver la gigantesque entreprise d'investigation menée par l'auteur sur une période de moins de quatre ans.

Les discussions auxquelles a donné lieu la présentation de ce travail ont encore renforcé la confrontation nécessaire entre la théorie et le réel, et c'est un produit très soigneusement fini que nous livrons aujourd'hui M. Sagou, un produit qui marque une étape importante dans la compréhension de l'économie contemporaine.*

Lorsque l'on cherche à analyser la dynamique des structures industrielles, l'un des premiers problèmes qui se pose est celui du

* Cf. les articles de M. Sagou et de J. de Fouchier parus dans la *Revue d'économie industrielle*, 11, 1980.

découpage du système productif. On a recours, en général, aux concepts de branche, de secteur ou de firme. M. Sagou nous démontre, dans cet ouvrage, le caractère éminemment pertinent et opérationnel du concept de groupe. Certes, l'auteur nous montre bien qu'il est difficile de cerner avec précision les frontières du groupe, mais ce qui est important pour l'analyse économique c'est la mise en évidence du groupe en tant que centre de décision autonome.

La structure de l'économie française, comme la structure de l'économie mondiale, se modifie sous l'effet de décisions, et ce sont donc les centres de décisions qu'il faut chercher à repérer. Firmes ou groupes ? On a l'impression, en lisant ce travail, que le groupe est mieux à même que la firme de répondre aux exigences du capitalisme international d'aujourd'hui.

La reconnaissance du groupe en tant que centre de décisions conduit très directement à remettre en cause la théorie de la technostructure. Les décisions stratégiques ne paraissent nullement résulter d'une confrontation des compétences, qui aboutirait à une décision empreinte d'un certain consensualisme ; elles sont bien plutôt le produit d'un arbitrage hiérarchique essentiellement fondé sur les impératifs de la valorisation du capital.

La rationalité des décisions nous renvoie à la rationalité des structures. M. Sagou nous montre clairement que le groupe se situe au centre du processus général de mobilisation-valorisation du capital, et c'est à ce niveau que le groupe prend toute sa signification.

La mobilisation du capital s'effectue selon des modalités très différentes : captation directe de l'épargne publique (guichets, activité bancaire, organisation d'émissions sur le marché financier), activité d'assurances (importante dans le cas du groupe Paribas), transferts Etat-industrie, etc.

C'est surtout au niveau de la valorisation du capital que le groupe se différencie de la firme. Chacun des éléments qui le constituent est, bien entendu, doté de sa propre structure, de ses propres problèmes ; chacun est engagé dans une activité qui peut être en expansion, en stagnation ou en déclin. Entre tous ces éléments circulent des capitaux et des marchandises, mais aussi des techniques, des modes d'organisation et de gestion, des idées. Pour obtenir la valorisation du capital maximale, il s'agit, donc, d'organiser ces flux et de favoriser les synergies possibles.

Les activités du groupe doivent être d'abord rationalisées secteur

par secteur ; c'est, par exemple, le cas du ciment, cité par M. Sagou. Les capitaux doivent ensuite se retirer progressivement des activités en déclin (foyers de dévalorisation du capital) pour se diriger vers les secteurs en expansion, et l'auteur nous montre bien cette étonnante capacité du groupe à créer des entités nouvelles dans les secteurs nouveaux. Le groupe facilite ainsi une mobilité du capital, que le seul marché financier ne serait pas en mesure d'assurer.

La valorisation du capital, notons-le, n'est pas uniquement industrielle ; elle passe par la valorisation des idées, des techniques, des compétences, des méthodes ; elle implique, en outre, un engagement très poussé dans les activités non industrielles. L'exemple de Paribas nous instruit sur la façon dont le groupe est engagé dans les services les plus divers et les plus rémunérateurs (engineering, tourisme, immobilier, assurances). Le groupe apparaît, ainsi, comme étant en mesure d'organiser la mutation d'une économie face aux contraintes de la compétition internationale. Le groupe a les moyens d'opérer ce que l'Etat ne peut que souhaiter, et toute l'analyse développée par M. Sagou montre l'importance du rôle joué par Paribas dans les restructurations récentes de l'économie française. Le rachat par Paribas d'une fraction de la participation que le baron Empain détenait dans le groupe Schneider, en mars 1981, confirme de façon frappante cette idée, lorsque l'on songe aux « rationalisations » possibles dans les domaines de la construction mécanique, de la banque, des travaux publics et des sociétés de services.

Cette action structurante, qui s'opère dans le cadre du groupe, a une dimension nationale mais aussi internationale. C'est au niveau mondial qu'il faut aujourd'hui imposer ses produits, ses services, ses compétences ; beaucoup de firmes — industrielles ou non — sont donc contraintes à une internationalisation rapide ; elles sont rarement en mesure de le faire seules ; au contraire, le rattachement à un groupe leur fournit immédiatement les réseaux de relations, de financements, d'organisations, les méthodes de ventes et de pénétration des marchés. On retrouve, ici, les idées développées par O. Pastré à propos des banques américaines, vecteurs financiers de l'internationalisation de la production.

Le travail de M. Sagou nous conduit à penser que l'appartenance à un groupe comme Paribas constitue un atout fondamental dans une stratégie d'internationalisation. Le groupe industriel et financier apparaît, ainsi, comme un puissant outil de rationalisation du capitalisme contemporain. Le problème n'est plus vraiment de

savoir si c'est le capital bancaire qui domine le capital industriel ou l'inverse, mais de savoir que les mouvements du capital sont impulsés et organisés à partir d'un centre de décision qui obéit aux impératifs de la valorisation maximale.

Jean-Marie CHEVALIER
Professeur de sciences économiques
à l'université Paris-Nord

INTRODUCTION

Le capitalisme français a connu, depuis la seconde guerre mondiale, d'importantes transformations structurelles. Les premières nationalisations, la mise en place d'une planification indicative, la décolonisation, la constitution progressive du Marché commun, et, enfin, l'option marquée des V^e et VI^e Plans pour la formation de quelques grands groupes industriels par secteur ont permis au système productif français de reconstituer, puis d'accroître ses bases industrielles, et ont engagé l'économie française dans la concurrence internationale.

Cette période est ainsi marquée par une poussée régulière de la concentration industrielle¹, et par un mouvement progressif de centralisation du capital à travers la formation des groupes industriels et financiers². Les conséquences de cette double évolution sont multiples. Les analyses auxquelles elle a donné lieu sont également diverses et importantes. Il demeure, toutefois, qu'à travers les recherches qui ont porté sur cette période et qui ont concerné aussi bien l'évolution de la concentration industrielle que le processus de formation des groupes, une question est encore restée sans réponse, alors qu'elle revêt un intérêt fondamental : Quelle est la fonction du capital financier dans les transformations récentes du capitalisme français ?

En effet, les analyses qui ont porté sur la concentration industrielle et sur la formation des groupes ont supposé une certaine neutralité du capital financier. Tout a été examiné comme si l'interaction entre le système bancaire et financier, d'une part, et le système productif, d'autre part, n'avait pas lieu. Alors qu'au XIX^e siècle cette interaction semble avoir dominé les relations entre la banque et l'industrie³.

Le mouvement de concentration a marqué, depuis la seconde

guerre mondiale, aussi bien le système productif que le système bancaire. Les deux systèmes s'influencent mutuellement. Il est difficile d'appréhender globalement le mouvement de l'un sans étudier les causes spécifiques en provenance de l'autre.

En effet, le capital financier nous semble assurer, au sein du système productif national et mondial, trois fonctions au moins : une fonction de contrôle, une fonction de régulation et une fonction de planification.

Il a déjà été établi que le capital financier, à travers ses structures de groupes⁴, avait une importante activité de contrôle sur les entreprises industrielles⁵. Mais les conséquences de cette activité, en moyenne et longue période, n'ont pas été examinées. Pas plus que n'a été analysé le contrôle de la décision d'accumulation dans ces groupes industriels dont le lien est plus ou moins établi avec le capital financier⁶. Pour mettre en œuvre cette fonction de contrôle, le groupe financier développe une série de facteurs d'ordre quantitatif et qualitatif dont il est difficile de mesurer l'impact précis sur chaque capital individuel. C'est le « dosage » de l'ensemble de ces facteurs sur chaque capital qui tend à accroître le pouvoir et la puissance d'intégration du capital financier. L'un des effets les plus importants de cette fonction de contrôle est de faire de ce capital le centre de décision entraînant, pour les entreprises dont les capacités ne permettent pas toujours des opérations de concentration industrielle. Le pouvoir de restructuration du groupe financier, soutenu par cette fonction de contrôle, apparaît, dès lors, comme un appui nécessaire à la concentration des capitaux individuels et lui permet d'assurer cette deuxième fonction qu'est le « guidage » de ces capitaux. Ce guidage peut évoluer quelquefois vers une forme de planification assurée aux entreprises industrielles contrôlées.

Concrètement, ce « guidage » ne se limite pas, en dynamique, à un « diagnostic financier » de nature à sélectionner en courte période les placements du groupe en fonction du rendement immédiat. Bien au contraire, le groupe financier semble avoir, vis-à-vis des entreprises, une certaine planification décentralisée en fonction des degrés de contrôle. Et ce qui est remarquable dans cette planification et la différence à la fois de celle d'un groupe purement industriel et de celle de l'Etat, c'est qu'elle concerne globalement tous les aspects de la croissance d'un capital individuel, et notamment ceux qui conditionnent la pérennité et la reproduction de ce capital : une prévision de l'évolution de la

structure de propriété, notamment familiale, dont il convient de préparer les principales étapes et réduire les effets négatifs sur la cohérence productive du capital, le financement à long et moyen terme de la croissance interne et externe, l'internationalisation, etc.

Ces prévisions, qui ont très souvent le caractère de « services » assurés aux entreprises industrielles, impliquent de la part du groupe financier un certain pouvoir décisionnel sur les structures productives et leur évolution, pouvoir qui est assuré globalement par la fonction de contrôle. Si bien que cette fonction trouve son prolongement logique au sein du groupe dans cette planification industrielle.

Les fonctions de contrôle et de planification sont étroitement liées à la fonction de régulation que le groupe financier assure aux capitaux individuels. Si le contrôle des capitaux apparaît comme une condition nécessaire pour que le groupe financier puisse valoriser son capital, il n'est pas une condition suffisante pour la raison simple que la mise en valeur des capitaux individuels est relativement décentralisée. La rentabilité du capital financier est ici organiquement liée à celle des capitaux individuels décentralisés. Si bien que la fonction du capital financier consiste à faire en sorte que chaque capital individuel, dans le cours de sa croissance, puisse constamment surmonter les « blocages » inhérents à cette croissance. Ces blocages peuvent consister en une nécessité de l'internationalisation, de la modernisation, ou encore en un besoin de financement ou, plus précisément encore, en une crise de pouvoir de propriété interne au capital. A chaque moment de ces blocages, le groupe financier apparaît pour assurer la « transition » vers une situation de valorisation normale. Et c'est à ce moment précis que le groupe peut consolider son pouvoir et l'associer à la fonction de régulation qu'il vient d'assurer.

Les fonctions du capital financier dans la croissance industrielle de l'après-guerre n'ont pas été dégagées jusqu'à présent par les économistes, pour deux raisons au moins, nous semble-t-il : d'une part, l'information économique et financière sur les entreprises et les groupes n'a été relativement développée que très récemment, et il eût été méthodologiquement quasi impossible, sans cette information, de construire tous les indices d'ordre quantitatif et qualitatif qui forment la trame des relations entre les groupes financiers et les systèmes productifs. Cette information souffre, du reste, encore aujourd'hui, d'insuffisances notoires. D'autre part, la structure et la dynamique des systèmes productifs et financiers ont

surtout fait l'objet d'analyses relativement globales jusqu'au début de la décennie 1970-1980. Ce qui a empêché toute référence aux concepts de pouvoir, de centre de décision, d'information, de hiérarchie, etc.

Notre problématique s'inscrit dès lors dans ce double contexte : saisir, puis utiliser l'information nécessaire en vue de construire un nouvel instrument de découpage du système productif et financier, à savoir le groupe financier. Préciser d'abord et développer ensuite, grâce à ce nouveau concept, la notion de capital financier. En examinant ainsi la structure du capital financier à travers les groupes qui le composent, on sera en mesure de montrer concrètement ses fonctions dans les transformations du système productif français et dans le système productif mondial en gestation.

Un des résultats fondamentaux des découpages du système productif est d'avoir mis en évidence des formes hiérarchiques de capitaux et de montrer ainsi que ce système est profondément animé par une dynamique inégalitaire.

Le concept de groupe financier n'apparaîtra pas dans notre analyse comme exclusif des autres instruments de la méso-économie. Le groupe financier est d'abord un moyen d'aménagement formel des structures industrielles et financières. Il vient compléter utilement les autres instruments d'analyse. Il confirme, en la précisant, la hiérarchie déjà mise en évidence en introduisant les notions de pouvoir, de centre de décision, d'information, etc.

Ainsi, le découpage en sections productives chez C. Palloix a mis en lumière une certaine hiérarchie des systèmes productifs nationaux⁷. Or la permanence des groupes financiers dans telle ou telle section serait de nature à localiser les centres de décision de la hiérarchie ainsi définie. Le concept de branche défini par M. Aglietta pour étudier la régulation du capitalisme aux Etats-Unis est soumis, selon l'auteur, à une certaine « altération » par la centralisation du capital⁸. La filière économique du groupe se substitue à la branche. A. Desrosières justifie en partie son découpage en trois industries⁹ par sa plus grande fidélité à la stratégie des groupes financiers qui sont les « centres de décision réels ». Quant aux découpages en terme de secteur¹⁰, dont l'un des objectifs est de mettre en évidence une certaine polarisation des taux de profit, ils reconnaissent par là même que l'empêchement à leur égalisation serait dû à l'existence des barrières à l'entrée et la formation des groupes industriels et financiers¹¹. Le

concept d'industrie est retenu par R. Borrely pour démontrer, au contraire, que la tendance à l'égalisation des taux de profit demeure fondamentale dans le capitalisme contemporain. L'industrie est le seul niveau pertinent pour déterminer les taux de profit, et donc les décisions d'investissement, les taux de profit des firmes servant aux décisions de financement. On pourrait donc se demander si les deux types de décision soulevés par l'auteur n'auraient pas tendance, avec la centralisation croissante du capital, à ne dépendre que d'un seul centre de décision. La centralisation a pour objet de rétablir le pouvoir du capital sur l'industrie et de subordonner à ce pouvoir plusieurs séries de capitaux individuels devenus quasi-centres de décision. Ces quasi-centres sont alors des unités spécialisées dans les segments de valorisation intégrés dans la filière économique du groupe industriel et/ou dont la croissance dépend, à plusieurs égards, des procédures de régulation du capital financier. Concrètement, la complémentarité entre le concept d'industrie et celui du groupe se résout à travers le processus de décision.

Le groupe financier est aussi l'instrument de repérage du capital financier. En effet, la notion même de capital financier est encore largement soumise à controverse et ne semble pas faire l'objet d'un consensus théorique¹². Sa définition est directement liée au statut qui lui est associé dans le système productif. Aurait-il strictement pour objet de financer la production ? Et, dans ce cas, l'analyse du capital financier serait liée à celle de la monnaie et de la gestion des liquidités¹³. L'indépendance par rapport au système productif serait alors relativement maintenue. Ou bien le capital financier, tout en finançant la production, serait amené à en contrôler ou influencer les firmes, participer aux décisions industrielles, et ainsi intervenir à travers une série de facteurs dans le processus d'accumulation/valorisation du capital.

On conçoit dès lors, face à ces deux hypothèses, l'intérêt d'un repérage du capital financier. Dans la première hypothèse, celui-ci est identifié à la masse des liquidités et le lien avec le système productif n'apparaît qu'à travers les flux d'intérêt. Et, dans ce cas, comment comprendre le rôle de ces flux, le degré d'autonomie du système productif vis-à-vis du capital financier, ou, dans le cas contraire, la nature de sa dépendance ? Est-il besoin de rappeler ensuite que la prise en compte du pouvoir économique nous semble difficile dans le cadre de ce repérage ?

Dans la deuxième hypothèse, le capital financier serait identifié

**La fabrication de cet ouvrage
a été réalisée
par l'Imprimerie Chirat, 42540 Saint-Just-la-Pendue**



**Achévé d'imprimer en mai 1981
N° d'impression 4749
Dépôt légal 2^e trimestre 1981**

Quelle est la structure financière du groupe Paribas ? Quelles ont été les étapes de sa croissance ? Quelle est l'étendue de son influence et de son pouvoir sur le plan national et le plan international ? L'auteur, M'hamed Sagou, parce qu'il a pu rassembler le maximum d'information aujourd'hui disponible sur ce groupe financier, répond avec autorité à ces questions. Il montre et démontre que l'ampleur du contrôle exercé sur les entreprises industrielles permet à Paribas d'agir de façon décisive dans la régulation de la croissance industrielle et d'intervenir dans le système politique et économique français comme un véritable centre de décision et de planification industrielle. Plus largement, cette analyse de l'un des plus grands groupes financiers européens, et sans doute l'un des plus originaux au monde par son histoire et par son expérience dans la banque d'affaires, permet de redéfinir les relations qui s'instaurent, dans le capitalisme contemporain, entre la banque et l'industrie.

M'hamed Sagou, qui a enseigné à l'Université de Paris-Nord (Villetaneuse), est actuellement maître de conférences à l'Université Hassan II à Casablanca. Spécialiste d'économie industrielle, il collabore activement aux travaux du Club de Dakar dans le domaine de la coopération industrielle.

